

Faut-il faire confiance aux géants du web pour enrayer la propagande djihadiste ?

Facebook, Twitter, Microsoft et YouTube viennent d'annoncer vouloir créer une base de données commune pour lutter contre les contenus terroristes.

« Les pouvoirs publics sont impuissants à contrôler le web »

Michaël Dantinne

Michaël Dantinne est docteur en criminologie de l'Université de Liège et chargé de cours au sein de la faculté de droit de la même université. Il coordonne également le projet du Centre d'étude sur le terrorisme et la radicalisation.

L'efficacité de la collaboration entre géants du web reste difficile à prédire, selon le professeur Michaël Dantinne.

Facebook, Twitter, Microsoft et You Tube qui s'allient pour mettre sur pied une base de données commune, qu'en penser ?

Les réseaux sociaux, ce sont des vecteurs mondiaux. Réguler ce qui s'y passe, c'est se heurter aux frontières des Etats et des droits nationaux. C'est une première difficulté. Une seconde, c'est que lorsqu'on parle de réseaux sociaux, on est face à une masse de données incroyables par rapport à laquelle les contenus problématiques sont comme une aiguille dans une botte de foin, très difficiles à détecter quels que soient les dispositifs technologiques mis au point et la vigilance humaine déployée. Les Etats sont impuissants face à cette problématique. Dès lors, selon moi, sans la collaboration de ces entreprises, les pouvoirs publics auraient été complètement impuissants. C'est en tout cas de leur part un témoignage de bonne volonté. La question, désormais, c'est de savoir si ce genre de collaboration sera suffisant. Il y a encore une autre dimension : la part de marketing qu'il y a derrière l'annonce de cette collaboration. Cela ne rend pas la démarche négative pour autant, mais cela la situe dans un axe communicationnel qui répond à une tendance ac-

tuelle de la société qui veut que les avancées technologiques soient surtout évoquées sous leurs aspects les plus négatifs.

Concernant l'efficacité d'une telle collaboration entre Facebook, Twitter, You Tube et Microsoft : peut-on espérer mieux contrôler la propagande djihadiste, empêcher les recrutements via les réseaux sociaux ?

La projection d'efficacité de ce type d'initiatives relève pour moi de la conjecture. Cela peut, je pense, complexifier la diffusion de contenus de propagande. Et tout est bon à prendre sur ce terrain. Mais cela donnera sans doute lieu à des adaptations.

Justement, au travers des derniers cas de terrorisme, est apparue la montée en puissance de nouveaux réseaux sociaux, comme Telegram par exemple. D'autres djihadistes, plus tôt, avaient utilisé pour communiquer les interfaces de jeux vidéo. Facebook, Twitter, You Tube ne sont-ils pas déjà dépassés dans les milieux djihadistes ?

Pour toute forme de criminalité, a fortiori lorsqu'elle présente un certain degré d'organisation, c'est un jeu d'interactions entre régulateurs et régulés. Si on bouge un pion, ils bougent un pion. La bonne politique, c'est arriver à leur faire bouger les pions qu'on souhaite qu'ils bougent en anticipant leurs contre-mouvements. Je veux dire par là que ce type d'initiatives

peut rendre la tâche des terroristes plus complexe. Ensuite, limiter le spectre de ce qu'ils peuvent publiciser. Dans un jeu vidéo, certes, on peut chatter. Par contre, on ne pourrait pas y diffuser de la propagande avec des vidéos. Ce qui réduit le risque d'exposition passive, je crois, à la propagande. Pour le reste, il y aura sans doute un marché qui naîtra pour des technologies plus inviolables, et pas spécialement à des fins terroristes. Et les djihadistes en profiteront vraisemblablement. Autre option : ils reviendront à des choses plus rudimentaires : plus d'e-mails, plus de téléphone et retour à la communication orale.

Rétrospectivement, les nouvelles technologies ont-elles joué dans le développement du terrorisme islamiste ?

Je ne crois pas que les nouvelles technologies soient le déclencheur pour partir faire le djihad. Ou, en tout cas, peu. En revanche, je suis assez prêt à accepter l'augure que ces nouvelles technologies jouent comme des facilitateurs. Elles peuvent alimenter une motivation, une fascination, des idées et donner des moyens. J'ajouterais qu'à ma connaissance, personne n'a pu quantifier la quote-part contributive de ces nouvelles technologies dans la radicalisation des personnes. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

« On ne peut pas faire confiance à ces entreprises privées »

Mark Hunyadi

Mark Hunyadi est depuis 2007 professeur de philosophie sociale, morale et politique à l'UCL. Outre sa tâche d'enseignement, ce fils de réfugiés hongrois y dirige le Centre de recherches Europé. Ses travaux s'orientent dans la double direction de la philosophie morale fondamentale et de la philosophie appliquée. Ils portent sur les biotechnologies, l'éthique des nanotechnologies et le posthumanisme. Son dernier ouvrage s'intitule « La tyrannie des modes de vie » (Éditions du Bord de l'eau, 2015).

Penser que l'on peut automatiser le contrôle de l'information est une illusion dangereuse, estime Mark Hunyadi.

Cette association de quatre géants des nouvelles technologies est-elle une bonne nouvelle ?

Ce regroupement est devenu presque inévitable. Mais il marque aussi le déplacement des fonctions régaliennes de l'Etat (contrôle, surveillance, sécurité) vers le secteur privé. L'Union européenne supplie depuis longtemps ces géants du web d'intervenir. Clairement, l'Etat est dépossédé de ces compétences. Il ne sait plus ce qu'il devrait savoir. C'est inévitable dès lors qu'internet est privatisé. C'est un problème majeur. L'information est devenue l'unité de base de l'économie et de la gestion du monde. Google est présent dans l'association dont on parle via sa filiale YouTube. Or, il faut savoir que Google a pour projet explicite de contrôler toute l'information du monde, voire du cosmos. Et on sollicite sa collaboration...

Dangereux donc, plus qu'utile ?

Ces entreprises ne se privent évidemment pas d'utiliser toutes ces informations à des fins commerciales. Mais le danger est bien plus grand : il réside dans l'automatisation intégrale de la vie en société. Il

y a une ambivalence : d'une part ces entreprises se targuent de protéger toujours plus nos données, d'autre part on sollicite leur collaboration. On se souvient qu'après la tuerie de Bernardino, Apple avait refusé de donner à la police l'accès au téléphone portable du terroriste. Certains avaient applaudi. Mais dès lors que nos données sont aux mains d'entreprises privées, faut-il applaudir ? On ne peut pas leur faire confiance. Ce sont des entreprises qui visent le profit, pas le bien-être. La seule garantie qu'on a, c'est qu'une fuite des données privées entacherait leur réputation. Ce n'est pas une garantie légale. On n'a aucune raison d'avoir confiance. A ce titre, dans l'accord annoncé ce mardi, il faut noter que les contenus pourraient être retirés dans le cas où ils enfreindraient les règles des entreprises elles-mêmes, pas si elles enfreignent la loi ! Autrement dit, elles n'ont pas le véritable pouvoir de censure qu'elles détiennent sur leurs règlements internes.

Pour revenir à la propagande djihadiste, cela pourrait néanmoins aider ?

Je ne crois pas du tout, car il est extrêmement difficile de mettre en place un algorithme pour détecter ces contenus. Le problème, c'est que la quantité de données échangées est telle

qu'on ne peut faire autrement. Il y a 350 millions de photos publiées sur Facebook chaque jour et 500 millions de tweets. On est obligé de passer par des algorithmes. Cela pose une question de fond sur l'intelligence artificielle. Car ceux qui veulent faire de la propagande djihadiste vont utiliser des moyens détournés, insaisissables par des algorithmes. Par exemple, à travers des faibles, décryptables uniquement par un humain, pas par un algorithme, ce dernier n'ayant pas accès au sens. Cette automatisation de la détection est très facilement détournable par l'intelligence humaine.

Qu'est-il possible de faire, alors ?

Il n'y a pas de miracle. Cela peut être un moyen, mais la solution ne viendra pas de là, ni pour le terrorisme ni pour quoi que ce soit d'autre. Le terrorisme est un phénomène humain. La solution est donc à trouver dans la vie réelle, par des politiques à long terme, par du travail de terrain. Cette association des quatre entreprises alimente en réalité une illusion : le solutionnisme numérique, cette impression que toutes les solutions pourront venir des nouvelles technologies. Cette illusion est mortelle. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA